

Lors du sommet de Williamsburg, nos dirigeants se sont engagés à "consacrer toute [leur] volonté à réduire la menace de guerre". Pour sa part, le Canada est prêt à respecter cet engagement et à redoubler d'efforts pour atteindre cet objectif. Il joue déjà un rôle majeur et actif dans le cadre de diverses négociations sur le contrôle des armements et le désarmement, notamment les négociations sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces qui se déroulent à Vienne, ainsi qu'au sein du Comité du désarmement à Genève et de l'Assemblée générale à New York. Des progrès ont été accomplis dans certains domaines, notamment celui des armes chimiques. Grâce aux efforts du Canada à ce chapitre, on a adopté par consensus, à Genève, cet été - pour la première fois - un document complet renfermant les grandes lignes d'une convention sur les armes chimiques. Le Canada se propose également de participer activement à la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, qui doit s'ouvrir bientôt à Stockholm, et au cours de laquelle il sera question des mesures concrètes visant à réduire le risque d'un affrontement militaire en Europe, ou d'un conflit dû à une erreur de calcul.

Le temps est venu pour chacun de nous de décider de ce que nous pouvons faire pour créer une atmosphère propice au désarmement. L'un des moyens à la disposition du Canada consiste à chercher à restaurer la confiance et à garantir aux parties les promesses faites lors des négociations seront respectées, c'est-à-dire s'assurer que l'on puisse vérifier si elles ont été appliquées en tous points. À cet égard, je suis heureux d'annoncer la mise sur pied d'un programme de vérification en matière de contrôle des armements et de désarmement, dont le ministère des Affaires extérieures sera responsable. Cette décision fait suite à l'annonce faite par le Premier ministre Trudeau dans l'allocution qu'il a prononcée lors de la Deuxième session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement. M. Trudeau a alors indiqué que le Canada allait augmenter considérablement les activités de recherche en matière de vérification et s'efforcer d'utiliser au mieux les compétences existant à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement.

Un montant initial de \$500 000 a été affecté à ce programme. Il passera à un million de dollars en avril prochain. Par ailleurs, la Direction du contrôle des armements et du désarmement du ministère des Affaires extérieures verra son effectif renforcé, de manière à lui permettre de perfectionner la capacité de recherche en matière de vérification du Ministère et d'appliquer le nouveau programme.